

COMBAT

RÉPUBLICAIN

Numéro 117

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir

TOUS ENSEMBLE !

Les 5 confédérations syndicales appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 22 mai contre le projet gouvernemental d'imposer 41 annuités de cotisation pour le départ en retraite. Le 1er mai, de nombreux défilés sont également placés sous le signe de l'union. A Paris, la CGT et la CFDT se retrouvent coude à coude. Quant aux lycéens et aux enseignants, ils s'apprêtent à se remobiliser contre les suppressions de poste annoncées pour la rentrée prochaine. Un beau mois de mai en perspective, il ne manque que le soleil...

ELLE GALOPE, L'INFLATION.

L'indice mondial des prix alimentaires, établi par la FAO (Nations Unies), indique que la forte hausse actuelle est sans précédent depuis 1978. Le blé a presque doublé entre mars 2007 et mars 2008, le maïs en a fait autant sur deux ans, le riz a augmenté de 25% en quelques mois. Quant au pétrole et aux matières premières industrielles, leur hausse est tout aussi spectaculaire : le prix du baril a plus que doublé depuis le début 2007, l'indice combiné des prix de l'énergie et des métaux a triplé depuis 2003. Mais où va tout cet argent ? Toutes les caisses ne doivent pas être vides...

« RECRUESCENCE DES VOLS DE CARBURANT ».

Dans son édition datée du 29 avril, Le Monde consacre un article à ce nouveau phénomène. Il y est écrit que les citernes et les réservoirs des poids lourds sont siphonnés de plus en plus fréquemment (la valeur du plein d'un camion peut dépasser 1 000 euros). Quant aux stations-service, elles sont de plus en plus victimes de la fraude, au point qu'un gérant estime à 25% ou 30% de son chiffre d'affaires la perte due à celle-ci au cours du premier trimestre.

Edito: RETRAITES : LES MAUVAIS ARGUMENTS DES NEO-LIBERAUX

Une bataille sociale majeure est sur le point de s'engager. Le gouvernement Fillon a l'intention de porter à 41 le nombre d'annuités de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Les syndicats annoncent une journée de mobilisation durant la seconde quinzaine de mai. Vu son importance, Combat Républicain consacrera plusieurs articles à ce dossier. Nous commencerons par démonter la fausse argumentation dont abusent les libéraux afin de justifier leurs attaques contre le système des retraites.

« La durée de vie s'allonge, donc celle des cotisations aussi ».

Contrairement à ce qu'annonçait le rapport Charpin il y a dix ans, l'espérance de vie ne s'allonge pas d'un trimestre par an mais d'un demi trimestre. En 2003, elle a reculé d'un mois ! De plus, l'espérance de vie est inégale suivant les classes sociales, mais le gouvernement refuse de prendre en compte cette réalité.

Or la prolongation de l'espérance de vie résulte largement de la retraite à 60 ans. Si l'âge du départ en retraite diminue, l'espérance de vie en est du même coup affectée, car une maladie sur deux est due au travail après 55 ans.

« Il faut favoriser le travail des seniors ».

Malgré l'allongement de la durée de cotisation, les Français continuent à travailler en moyenne 37 annuités. On est donc loin des 41 annuités que veut imposer le gouvernement. Le seul résultat de cet écart, pour les salariés, se traduit par un niveau de retraite en baisse constante, en contradiction avec les discours officiels sur la « protection » des retraites. Les retraites baissent, comme les revenus salariaux, mais les bénéficiaires des grands groupes capitalistes explosent ! Cherchez l'erreur...

En fait, la très grande majorité des travailleurs du secteur privé (60% selon le Conseil d'Orientation des Retraites) ne sont plus au travail lorsqu'ils atteignent l'âge du départ en retraite. Ils sont au chômage, en longue maladie ou en invalidité. Car le patronat licencie à tour de bras les salariés de plus de 50 ans. La diminution du niveau des retraites, véritable objectif de la « réforme » en cours, participe donc de la politique globale impulsée par la droite et le Medef, visant à abaisser les coûts du salariat (formation, salaires, soins, retraites).

« L'équilibre financier des régimes de retraite est hors de portée sans prolongation de la durée de cotisations ».

Les besoins de financement des retraites à l'horizon 2020 représentent 24, 8 milliards d'euros constants. Si l'économie française croît en moyenne de 1, 7% par an durant cette période, le PIB de notre pays aura augmenté de 30% en 2020. Cela représente (en euros constants) un accroissement de la richesse nationale de 410 milliards d'euros ! Et il ne serait pas possible de trouver 25 milliards pour équilibrer le régime des retraites !

En fait, le raisonnement des tenants de la « réforme » des retraites fait l'impasse sur deux données essentielles :

L'augmentation de la productivité du travail, facteur essentiel de l'augmentation des richesses, compense, et au-delà, les conséquences économiques du vieillissement de la population. La population inactive augmente, certes, mais la productivité des actifs permet d'éviter le grand écart générationnel que les libéraux agitent comme un épouvantail.

La croissance, faiblarde depuis des lustres, pourrait retrouver des couleurs sous l'effet d'une autre politique économique. Du même coup, les marges de manœuvre en terme de financement des retraites, de la sécurité Sociale ou des allocations chômage s'en trouveraient accrues. Mais là encore, les libéraux considèrent que l'économie française est condamnée à languir sous la barre des 2% de taux de croissance par an.

Un certain Nicolas S. parlait il y a peu de « politique de civilisation ». Nous y voilà. Défense des acquis sociaux et des valeurs de la République, ou triomphe de la logique financière sur les besoins de l'humanité. Il faut choisir. Par la mobilisation de toutes les forces populaires.

HUMEURS. « Chavez nationalise SIDOR : une victoire historique pour les travailleurs. » Extraits d'un article de Jorge Martin, publié dans La Riposte du 13 avril.

Le 9 avril, le gouvernement vénézuélien a annoncé la nationalisation de l'immense aciérie SIDOR, dans l'Etat de Bolivar. Cette décision a été prise alors que le principal actionnaire, la multinationale italo-argentine Techint, refusait obstinément d'améliorer les conditions de travail des salariés.

Les travailleurs de SIDOR ont lutté pendant 15 mois pour améliorer leurs salaires, leurs conditions sanitaires et le niveau des retraites, qui sont inférieures au salaire minimum. Ils demandaient aussi l'intégration dans les effectifs des 9000 salariés en « sous-traitance » – sur les 15000 travailleurs de l'usine.

SIDOR a été privatisé en 1997, sous le gouvernement de Caldera, puis cédé à la multinationale Techint, qui a fait d'énormes profits sur la base d'une exploitation massive. Le nombre d'accidents du travail – souvent graves, parfois mortels – a augmenté. En 10 ans, il y a eu 19 morts. José Rodriguez, dirigeant du syndicat SUTISS, décrivait les dix années de privatisation comme des années d'« humiliation et de traitement indignes, qui ont choqué les travailleurs et le pays ».

Lorsque Chavez avait appelé à « nationaliser tout ce qui a été privatisé », en janvier 2007, les travailleurs de SIDOR avaient répondu avec enthousiasme. Ils ont manifesté et planté le drapeau vénézuélien sur les toits de l'usine. Ils demandaient la nationalisation de SIDOR. Mais sous la pression du gouvernement argentin de Kirchner, un « accord » a été trouvé : l'entreprise devait vendre sur le marché intérieur à des prix préférentiels – sans nationalisation. Cependant, la direction de l'entreprise refusait d'améliorer les conditions de travail. Après 15 mois de négociations infructueuses, les travailleurs se sont engagés dans une série de grèves ponctuelles en janvier, février et mars 2008.

Quelle fut la réaction du ministre du Travail, José Ramon Rivero ? Il a d'abord tenté d'imposer un accord aux travailleurs. Puis la Garde Nationale a été lancée contre eux, le 14 mars, pendant une grève de 80 heures. Il y a eu plusieurs salariés arrêtés et de nombreux blessés. La Garde Nationale a agi de façon particulièrement brutale et vicieuse, détruisant les voitures et d'autres biens des salariés. Les masses de toute la région ont vivement réagi, organisant des rassemblements de solidarité et menaçant d'étendre la grève à d'autres entreprises.

Cet incident était le plus sérieux, entre des salariés et la Garde Nationale, depuis l'arrivée au pouvoir de Chavez. Les travailleurs ont dénoncé le fait que le commandant local de la Garde Nationale agissait sous les ordres de la direction de SIDOR. On touche ici à l'un des défis majeurs de la révolution vénézuélienne. Le vieil appareil d'Etat capitaliste a été affaibli par la révolution, mais il reste largement intact et cherche toujours à servir la classe dirigeante. El Zabayar, un député bolivarien qui militait pour la nationalisation de SIDOR, explique : « Il y a des secteurs de l'appareil d'Etat

qui utilisent l'autorité gouvernementale pour mener une politique pro-patronale ». Tel est le fond du problème : on ne peut pas mener une révolution socialiste avec un Etat capitaliste.

Même après cette répression brutale, le ministre du Travail a insisté pour qu'un référendum soit organisé sur la base des propositions de la direction. Le dirigeant syndical José Melendez critique sévèrement le rôle du ministère : « Ils nous accusent d'être des fauteurs de trouble parce que nous rejetons leur référendum. Plus d'une fois nous avons montré notre soutien à la révolution, mais cela ne signifie pas que nous allons laisser le ministre du Travail appliquer une politique anti-ouvrière qui, au final, ne profite qu'à la droite. »

Les travailleurs ont non seulement rejeté le projet de référendum, mais ils ont organisé leur propre consultation, le 3 avril, en présentant deux options : 1) accepter la proposition de la direction ; 2) mandater le syndicat pour poursuivre les négociations. La deuxième option l'a emporté à une écrasante majorité, par 3338 votes contre 65.

Puis, le 4 avril, les travailleurs se sont mis en grève et on manifesté jusqu'à l'Université de Bolivar, où Chavez assistait à une cérémonie officielle. Ils ont demandé à être entendus. Suite à ces pressions, Chavez est intervenu dans un programme TV, le 6 avril, pour prendre position. Il a notamment rappelé que les travailleurs de SIDOR s'étaient opposés au lock-out de 2002, « avaient reçu des menaces de mort [...] et n'avaient pas hésité à affronter la police ». Il a ajouté que les conditions de travail des salariés étaient « horribles », et que « le gouvernement révolutionnaire doit exiger de toute entreprise, nationale ou multinationale, qu'elle respecte les lois vénézuéliennes » – en référence à la loi du 1er mai 2007 qui interdit la sous-traitance.

« J'essaye toujours de trouver un compromis par la négociation », a dit Chavez, « mais dans le cas de SIDOR, je pense que trop c'est trop. » L'intervention de Chavez était un camouflet au gouverneur régional et, surtout, au ministre du Travail. Leur autorité a été contournée et le gouvernement s'est clairement rangé du côté des travailleurs. La direction de l'entreprise, qui jusqu'alors refusait de rencontrer les travailleurs, accepta immédiatement d'organiser une nouvelle réunion.

Une réunion tripartite entre la direction de SIDOR, le syndicat et le vice-président du Venezuela, Carrizalez, a eu lieu le 8 avril, au cours de laquelle les patrons ont fait des concessions mineures. Juste après minuit, Carrizalez a demandé une dernière fois à la direction de faire une nouvelle contre-proposition sur les salaires. Lorsque celle-ci a refusé, le vice-président a demandé que ce soit noté dans le procès verbal. Puis il est sorti appeler Chavez. A son retour, il annonçait la re-nationalisation de SIDOR. Des milliers de travailleurs ont immédiatement fêté leur victoire (...)